KAZUTO SUZUKI

Directeur de l'institut de géoéconomie à l'International House of Japan, professeur à la Graduate School of Public Policy de l'Université de Tokyo

Bertrand Badré, associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Kazuto, vous avez la parole.

Kazuto Suzuki, directeur de l'Institut de géoéconomie à l'International House of Japan, professeur à la Graduate School of Public Policy de l'Université de Tokyo

Tout d'abord, merci beaucoup de m'avoir invité à nouveau à cette merveilleuse World Policy Conference.

Pour poursuivre les propos de Vladislav et la proposition de Bertrand sur la façon dont nous décrivons la mondialisation d'aujourd'hui, qui n'est pas la mondialisation telle que nous la connaissons, je proposerai l'idée que nous vivons à l'ère de la géoéconomie. J'insiste sur la dimension géographique de la géoéconomie car, pendant la mondialisation, nous avons supposé que l'économie transcendait la géographie, que nous irions d'un endroit à un autre sans aucun contrôle, avec moins de droits de douane et moins de réglementations, un nivellement par le bas. Certains pays se font concurrence pour attirer davantage d'investissements, de commerce et tout le reste, ce qui a été une force motrice de la mondialisation. Mais aujourd'hui, la géoéconomie signifie qu'il existe des espaces géographiquement définis, comme les juridictions nationales, où il devient extrêmement important de protéger sa propre population, sa culture et son bien-être national. Je pense que ce concept de retour de la géographie ou de la géoéconomie correspond en réalité à ce qui se passe dans la mondialisation d'aujourd'hui.

Je suis d'accord avec Vladislav sur le fait que la mondialisation n'est pas terminée. Les échanges commerciaux et les mouvements de capitaux se poursuivent, mais un certain nombre de pays prennent certaines mesures motivées par des préoccupations nationales selon lesquelles la mondialisation ou le libre-échange nuisent en réalité à leur économie et à leur société. 2024 a été une année électorale avec environ 70 élections dans le monde entier et dans la plupart des cas, les titulaires ont perdu, en grande partie à cause de l'inflation et du mécontentement vis-à-vis de leur gestion économique. Le libre-échange a été de plus en plus considéré comme un ennemi et l'utilisation des droits de douanes et des contrôles à l'exportation, ou d'autres moyens pour restreindre le commerce, est devenue une façon à la mode de transformer l'économie en arme parce que nous sommes piégés dans l'interdépendance. L'interdépendance était encouragée pendant la période de mondialisation et de nombreux pays, dont les États-Unis et la Chine, s'y sont profondément engagés. Le

découplage n'est donc pas réaliste. Comme Sébastien l'a mentionné, le commerce entre les blocs se poursuit parce que nous sommes piégés par l'interdépendance, mais son contenu est en train de changer, et on ne peut pas l'utiliser facilement pour la croissance économique mais plutôt comme arme économique. L'interdépendance, ou le fait que les pays y sont pris au piège, constitue un terrain fertile pour des politiciens comme M. Trump, qui peuvent l'utiliser pour menacer d'autres pays, car aucun pays ne veut être laissé de côté, ce serait très douloureux. Par exemple, les sanctions économiques contre la Russie sont l'un des moyens de découpler ou de séparer l'économie russe de l'économie occidentale ou du reste du monde, mais en réalité, cela devient de plus en plus difficile. Bien que les États utilisent les sanctions économiques comme arme pour forcer la Russie à changer son comportement en Ukraine, le Japon continue d'acheter du GNL russe, et de nombreux autres pays lui achètent du pétrole et des diamants. En effet, l'interdépendance dans le contexte de la mondialisation fait aujourd'hui très mal à d'autres pays en matière de découplage, de sorte que l'interdépendance peut être utilisée à la fois comme une arme et pour protéger la mondialisation.

La mondialisation telle que nous la connaissons n'est plus d'actualité car aucun pays n'est disposé à renforcer cette interdépendance et à créer davantage de vulnérabilités. C'est pourquoi l'idée de sécurité économique entre en jeu, et est généralement définie comme un moyen de réduire la dépendance vis-à-vis des autres pays et de réduire la vulnérabilité.

Enfin, ce qui est intéressant dans cette situation, c'est que la politique de M. Trump consistant à utiliser les tarifs douaniers comme mesure de coercition économique ne restreint pas la circulation des capitaux. Il existe des sanctions contre certains pays comme la Russie, la Corée du Nord ou l'Iran, mais la plupart des mouvements de capitaux entre le Japon et les pays occidentaux sont toujours accessibles à tous. S'il existe des barrières tarifaires, elles peuvent être surmontées en investissant aux États-Unis et je pense que cela devient une démarche très intéressante car les droits de douane ne sont plus une mesure de protectionnisme mais une invitation à investir aux États-Unis.

En conclusion, la mondialisation telle que nous la connaissons est terminée, mais je pense que la mondialisation avec les caractéristiques de la concurrence géoéconomique commence maintenant.

Bertrand Badré

Merci beaucoup d'avoir mis en lumière la dualité de l'interdépendance, cet aspect me paraît intéressant.